

Madagascar l'instable

par Laura Brimont

Alors que Madagascar élit son prochain président, un ouvrage revient sur les causes du sous-développement chronique de l'île. Inégalités sociales et déconnexion entre élites et populations malgaches seraient les premiers facteurs de l'instabilité politique et de la stagnation économique du pays.

À propos de : Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger, *L'énigme et le paradoxe : Économie politique de Madagascar*. IRD éditions, 2017, 280 p., 32 €.

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a connu quatre crises politiques majeures. Étrangement, chacun de ces épisodes d'instabilité institutionnelle a été précédé d'une période d'embellissement économique, dont les gains ont été de fait rapidement annulés. Comment expliquer ce lien entre périodes de croissance économique et crises politiques ? C'est à ce paradoxe que tente de répondre Mireille Razafindrakoto, François Roubaud (économistes, respectivement directrice et directeur de recherche à l'IRD) et Jean-Michel Wachsberger (sociologue, maître de conférences à l'Université de Lille).

Ce livre se donne ainsi pour objectif d'identifier les nœuds structurants de l'énigme malgache, autrement dit les facteurs politiques, économiques et sociaux qui permettraient d'expliquer cette incapacité à enclencher un processus de développement pérenne et à instaurer un ordre politique stable.

Chronologie des crises politiques à Madagascar

1972 : coup d'État militaire, suite à la deuxième réélection de Philibert Tsiranana à la présidentielle ; fin de la Première République

1975 : élection de Didier Ratsiraka au pouvoir présidentiel, début de la Deuxième République

1991 : coup d'État après la troisième réélection de Ratsiraka

1993 : élection d'Albert Zafy au pouvoir présidentiel, début de la Troisième République

1996 : procédure d'empêchement d'Albert Zafy, réélection de Ratsiraka

2002 : coup d'État contre Ratsiraka, arrivée de Marc Ravalomanana au pouvoir

2009 : coup d'État contre Ravalomanana, arrivée au pouvoir de Andry Rajoelina

2013 : élection d'Hery Rajaonarimampiani, partisan d'Andry Rajoelina.

La théorie économique face à l'énigme malgache

La première étape de cette démarche consiste à mobiliser les théories du développement. Le propos se fait ici un peu technique, mais la pédagogie dont font preuve les auteurs rend la lecture accessible même aux lecteurs non économistes. La théorie de la croissance, nous rappellent les auteurs, tend à expliquer l'absence de croissance par une utilisation sous optimale, voir une déficience de certains capitaux de production tels que les ressources en main d'œuvre, en terres ou en infrastructures. Les auteurs écartent néanmoins rapidement cette hypothèse : Madagascar bénéficie d'une population plus éduquée et en meilleure santé que d'autres pays africains qui réussissent mieux sur le plan économique ; le pays bénéficie en outre d'une certaine homogénéité linguistique et le fait ethnique reste peu prégnant ; il est bien doté en terres et en ressources naturelles ; enfin, il se situe dans la moyenne des pays africains en termes de gouvernance, même si la dernière crise politique a entamé ce capital. Les

auteurs se tournent ensuite vers l'économie politique, en mobilisant le cadre conceptuel des différents ordres sociaux développé par North et ses coauteurs. Ce cadre stipule en effet que l'accès à un ordre social stable capable de gérer la violence, que North et al. appellent « ordre d'accès ouvert », repose sur la capacité à instaurer une concurrence politique et économique, le monopole du contrôle de la violence par l'État, et des institutions étatiques fortes. Or, sur ces trois aspects, Madagascar ne se distingue pas de la moyenne africaine.

Les inégalités, clé de l'instabilité sociopolitique

Les auteurs entreprennent alors une synthèse historique d'ampleur – sur les trois derniers siècles – des travaux économiques, culturels et politiques de manière à révéler les nœuds structurants de l'évolution de Madagascar. On notera ici le souci de pédagogie des auteurs, qui, à travers des tableaux récapitulatifs, exposent de manière claire et concise les principaux changements au cours des six périodes historiques investiguées. Quelques évolutions positives sont ainsi mises en exergue, notamment l'élargissement progressif du cercle élitair politico-économique et l'apparition d'une aspiration démocratique au sein de la population. Mais c'est surtout la persistance et l'accroissement dans le temps d'un certain nombre d'inégalités que montre cette analyse historique : les inégalités économiques et de participation politique entre les urbains et les ruraux (qui représentent près de 80 % des Malgaches) ; la personnalisation à outrance du pouvoir présidentiel ; l'importance économique des cultures de rentes, qui sont devenues depuis le début des années 2000 l'objet d'une économie mafieuse avec les trafics de bois précieux et de ressources minières.

Prolongeant cette analyse historique, les auteurs font ensuite l'inventaire des atouts et faiblesses de la société et de l'économie malgache. Concernant les atouts, ils notent la capacité de l'État à contrôler la violence : les crises politiques et les changements à la tête de l'État se sont déroulés avec un recours à la violence très faible, et son usage n'a pas été privatisé par l'armée. De manière générale, le niveau de violence subi par la population (agressions physiques ou vols à domicile) est faible comparativement aux autres pays africains. Ce contrôle de la violence, expliquent les auteurs, est en partie à relier à la structure très hiérarchique de la société malgache. Les auteurs soulignent également la capacité des institutions étatiques à engager des processus de développement économique, bien que ces processus n'arrivent pas à se maintenir dans le temps. Enfin, ils soulignent la capacité à lutter contre la corruption

et l'attachement de la population à la démocratie. L'importance des attentes en termes de gouvernance démocratique semble d'ailleurs susciter un sentiment de frustration au sein des populations et pourrait être un facteur explicatif du lien entre périodes de croissance et crises politiques, les premières attisant les aspirations qui deviennent de moins en moins supportables et débouchant sur une remise en cause de l'ordre établi.

Concernant les faiblesses, les auteurs distinguent les facteurs internes et les facteurs externes. Plusieurs facteurs internes expliquent ainsi l'atonie politique malgache : l'atomisation de la population rurale qui reste coupée du reste du pays à la fois du point de vue des infrastructures, des échanges économiques, mais aussi des moyens de communication (Madagascar est ainsi un des pays où les inégalités entre les villes et les campagnes sont les plus importantes) ; l'absence de corps intermédiaire du fait d'une très faible adhésion aux partis politiques et aux associations ; l'incapacité des groupes élitaires (religieux, économique, politique et ethnique) à consolider les alliances de manière à faire émerger des forces politiques stables. En ce qui concerne les facteurs externes, les auteurs soulignent entre autres la faiblesse de l'aide internationale à Madagascar comparativement aux autres pays en voie de développement : Madagascar était en 2013 l'avant-dernier pays d'Afrique qui a reçu le moins d'aide par tête (seul l'Angola a fait moins bien). Ce faible investissement de la communauté internationale s'explique selon les auteurs par le caractère non géostratégique de l'île (que ce soit en termes militaire, commercial ou de ressources) et – de manière plus ironique – par le caractère latent et non aigu des crises, qui ne suscitent pas d'émois médiatiques.

Une plongée dans le monde des élites malgaches

La dernière partie de l'ouvrage s'intéresse aux élites, qui jouent un rôle central dans les institutions et les organisations et donc plus globalement sur le processus de développement. Cette partie constitue sans aucun doute l'aspect le plus original et stimulant de la démonstration. D'une part, parce que ce sujet n'est pas un thème de recherche traditionnel de l'économie du développement et de l'action internationale, centré sur les questions de lutte contre la pauvreté. On peut cependant le relier à l'émergence récente de l'agenda de recherche sur les inégalités, popularisé entre autres grâce aux travaux de Wilkinson ou de Piketty. D'autre part, la méthodologie déployée enrichit l'approche historique utilisée jusqu'alors : le dernier chapitre s'appuie en effet sur une enquête statistique réalisée auprès de 1000 personnes considérées comme

faisant partie des élites à Madagascar dans différentes sphères (politique, économie, religion, armée, société civile, organisations internationales, institutions publiques) et constitue de ce fait une source d'information inédite. L'enquête dégage ainsi un profil type de ces élites : homme âgé en moyenne de 55 ans, protestant, diplômé et originaire de la région de la capitale, Antananarivo. Ce groupe social est assez étanche et jouit d'une forte reproduction sociale : près de la moitié des personnes faisant partie ont au moins un de leur parent qui fait/faisait partie de l'élite. Ainsi, l'élite malgache, associée par définition à la classe dirigeante, est globalement la même depuis l'indépendance en 1960. On note également une forte capacité de ce groupe social à cumuler les fonctions de responsabilité dans les différentes sphères de pouvoir (parti politique, société civile, entreprises, groupes religieux, organismes internationaux, etc.) ce qui accentue le phénomène de concentration du pouvoir.

Cette classe dominante est par conséquent très largement déconnectée des problématiques qui touchent la grande partie de la population, comme le montre leur opinion sur les priorités politiques et leur appréhension des facteurs de blocage et/ou de développement à long terme du pays. Ainsi, si l'ensemble de la population tend à placer l'amélioration des conditions de vie comme une priorité absolue, les élites ont tendance à placer le maintien de l'ordre en tête de l'agenda politique. De plus, si la mauvaise gestion des dirigeants est considérée par les élites comme la principale entrave au développement, d'autres facteurs sont également incriminés, comme la « mentalité de la population » ou les ingérences étrangères. En conclusion, les élites malgaches font preuve d'une forte capacité à maintenir leur statut au fil du temps depuis la période coloniale, et ce au détriment des intérêts de la population.

Cet ouvrage donne donc des clés de lecture extrêmement intéressantes pour mieux comprendre la société et la trajectoire de développement malgache. On soulignera l'ambition méthodologique de cette recherche dans un pays où le manque de données et d'analyse fiable est patent. On regrettera cependant que la recommandation finale proposée par les auteurs se cantonne à la création d'une instance de dialogue entre les autorités et les citoyens, aidée par la recherche scientifique. Au regard de la richesse de l'analyse qui a précédé, cette proposition n'apparaît ni suffisamment étayée, ni à la hauteur des enjeux décrits dans l'ouvrage. Au-delà du pays en lui-même, c'est une réflexion plus générale sur le processus de développement auquel nous invitent les auteurs, et en particulier sur le poids des structures sociales et des valeurs. Sans tomber dans un déterminisme culturaliste, l'analyse fine des déterminants économiques, politiques et sociaux et surtout leur comparaison avec d'autres pays du continent africain permettent de montrer les

spécificités malgaches comme la structure sociale (isolement de la population rurale, absence de corps intermédiaires). La culture de la non-violence qui caractérise la société malgache explique également l'absence de revendications sociales fortes permettant de nourrir une réelle contestation politique. Autant de facteurs qui permettant aux élites d'assurer leur reproduction sociale.

Publié dans lavedesidees.fr, le 15 novembre 2018.